

**Accord professionnel**  
**ZONE PUCE DE PLAN-DE-CAMPAGNE**  
**(Bouches-du-Rhône)**

---

AVENANT DU 13 JUIN 2013  
À L'ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2009  
RELATIF À LA DÉROGATION DU REPOS DOMINICAL  
NOR : ASET1350915M

Entre :  
L'UPE 13 ;  
Le MEDEF 13,  
D'une part, et  
La CGT-FO ;  
La CFTC ;  
La CFE-CGC,  
D'autre part,

sachant que pour le développement économique des commerces installés et s'installant sur la zone de Plan-de-Campagne, et pour l'accompagnement des salariés et la pérennité des emplois, il est apparu nécessaire et indispensable d'actualiser l'accord signé le 27 novembre 2009.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le paragraphe 9 de l'accord du 27 novembre 2009 est modifié comme suit :

« Les salariés, quels que soient leur statut, leur fonction et l'effectif de leur entreprise ou de leur établissement ayant travaillé le dimanche, bénéficieront en plus de la rémunération de leurs heures travaillées ce jour-là, majorées des pourcentages prévus pour les heures supplémentaires suivant les cas prévus par la loi, les conventions collectives, les accords collectifs et les contrats de travail, en fonction de leur ancienneté, des contreparties salariales suivantes.

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013, les contreparties salariales sont ainsi fixées :

- pour les salariés justifiant d'une ancienneté continue dans l'entreprise ou l'établissement inférieure à 18 mois : une majoration égale à 100 % du Smic horaire en vigueur par dimanche travaillé, appliquée aux heures de travail effectif, majorée d'une prime de 3 % de la valeur horaire du Smic en vigueur par dimanche travaillé appliquée aux heures de travail effectif ;
- pour les salariés justifiant d'une ancienneté continue dans l'entreprise ou l'établissement, comprise entre 18 mois et 30 mois : une majoration fixée à 100 % du Smic horaire en vigueur par dimanche travaillé, appliquée aux heures de travail effectif, majorée d'une prime de 15 % de la valeur horaire du Smic en vigueur par dimanche travaillé appliquée aux heures de travail effectif ;

- pour les salariés justifiant d’une ancienneté continue dans l’entreprise ou l’établissement supérieure à 30 mois : une majoration fixée à 100 % du Smic horaire en vigueur par dimanche travaillé appliquée aux heures de travail effectif, majorée d’une prime de 20 % de la valeur horaire du Smic en vigueur par dimanche travaillé appliquée aux heures de travail effectif.

Dès lors que l’ancienneté serait acquise au cours de l’une des périodes ci-dessus mentionnées, les salariés concernés bénéficieront de la majoration prévue par chaque période à compter du jour où l’ancienneté sera acquise. »

## **Article 2**

Le paragraphe 10 de l’accord du 27 novembre 2009 est modifié comme suit :

« Sous réserve de respecter un délai de 1 mois, chaque salarié amené à travailler le dimanche peut à tout moment demander, par écrit, à bénéficier d’une priorité pour occuper ou reprendre un emploi ressortissant à sa catégorie professionnelle ou un emploi équivalent ne comportant pas le travail le dimanche dans le même établissement ou, à défaut, dans la même entreprise.

Le refus d’un salarié de travailler le dimanche ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement.

Les entreprises et établissements de la zone puce de Plan-de-Campagne s’engagent à respecter les dispositions du paragraphe 5 du présent accord. »

## **Article 3**

Le paragraphe 13 de l’accord du 27 novembre 2009 est modifié comme suit :

« En vue de la mise en œuvre du présent accord, il sera constitué une commission de suivi composée de l’ensemble des parties signataires. Elle se réunira au moins une fois par an afin d’être informée des éventuelles difficultés provenant de l’application du présent accord.

La commission a compétence pour examiner l’évolution des contreparties en fonction de l’évolution économique de la zone de Plan-de-Campagne.

Elle aura également pour mission de veiller à la mise en œuvre du ou des plans de sécurité définis par la préfecture et les collectivités territoriales ou régionales compétentes ainsi qu’à leur évolution afin d’assurer un développement harmonieux de la zone de Plan-de-Campagne dans l’intérêt des salariés et des entreprises.

La commission pourra être également réunie en cas d’urgence à la demande d’une des parties signataires dans un délai maximum de 1 mois. La demande devra être adressée par écrit auprès du secrétariat de la commission de suivi. »

## **Article 4**

Le paragraphe 17 de l’accord du 27 novembre 2009 est modifié comme suit :

« L’accord est conclu pour une durée indéterminée à compter de la date de la signature du présent avenant. »

## **Article 5**

Tous les paragraphes et alinéas de paragraphes de l’accord du 27 novembre 2009 non visés et modifiés expressément par le présent avenant restent en vigueur.

Fait à Marseille, le 13 juin 2013.

(Suivent les signatures.)